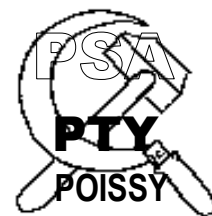


L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



21 septembre 2020

« Nous battre » contre les patrons et le gouvernement !

Alors que le gouvernement promettait 100 milliards d'euros supplémentaires au patronat avec un « plan de relance » censé redresser l'économie, les suppressions de postes se multiplient. La direction de Bridgestone a annoncé la fermeture de l'usine de Béthune, laissant près de 900 salariés sur le carreau. Un patron de plus qui condamne des centaines de familles à la galère et au chômage. Dans la droite ligne de la politique de Macron et Castex !

L'avalanche des suppressions de postes

Bridgestone s'ajoute à la longue liste des grands groupes qui suppriment des postes par milliers : Renault, Airbus, Air France, General Electric, Cargill, Alinea, Auchan, Nokia... et des centaines d'autres entreprises sous-traitantes.

À chaque fois, le même scénario. Ce sont d'abord les intérimaires, les prestataires et tous les autres salariés précaires qui sont mis à la porte. Arrive ensuite la deuxième vague, celle des licenciements, facilités par divers artifices juridiques grâce auxquels les patrons évitent souvent le déclenchement d'un (mal nommé) « Plan de sauvegarde de l'emploi ». Car ces PSE nécessitent quelques magouilles pour « justifier » les licenciements par les prétendues difficultés économiques de l'entreprise.

La crise sanitaire est le prétexte invoqué par ces grands groupes pour mener des restructurations massives. Certes le confinement a impacté l'activité. Mais les plans d'économie de Renault, d'Auchan ou de Nokia (le quatrième en cinq ans !) étaient prévus bien avant. Si l'année 2020 sera moins faste en profits, ces groupes ont versé des milliards de dividendes aux actionnaires ces dernières années. On est loin des difficultés des petits patrons (qui subissent d'ailleurs la pression des grandes entreprises).

Une thérapie de choc soutenue par le gouvernement

« Brutalité », « trahison »..., la fermeture de l'usine Bridgestone de Béthune a été critiquée par les politiciens de tous bords. Même Macron et Le Maire parlent de « se battre » contre les suppressions d'emplois. Mais cette restructuration généralisée menée par le patronat est orchestrée par le gouvernement. Toute sa politique vise à faciliter les manœuvres patronales. Comme ce décret de mai 2020 qui permet à des patrons de déclarer leur

entreprise en faillite, puis de la racheter... sans les salariés. C'est ce que vient de faire le groupe d'ameublement Alinea, dont les « pauvres » actionnaires (la famille Mulliez, sixième fortune de France), mettent ainsi à la porte 1000 personnes. Chez Derichebourg Aeronautics, c'est un Accord de performance collective (créé par les « ordonnances Macron » en 2017) amputant les salaires jusqu'à 400 € qui a été imposé par la direction. Grâce à ce dispositif, les employés qui refusaient ce chantage à l'emploi ont été automatiquement licenciés.

La bourse ou la vie. Accepter les reculs ou finir au chômage.

Dialogue social, négociation locale... ou riposte générale !

Face à cette offensive générale du patronat, les syndicats jouent le jeu du dialogue social site par site : à Bridgestone, ils ont signé avec la direction un « accord de méthode » sous l'égide du gouvernement pour discuter pendant cinq mois (!)... de la meilleure manière de fermer l'usine !

Les travailleurs n'ont rien à attendre de ces négociations étalées dans le temps et cloisonnées dans chaque entreprise. Elles ne peuvent que déboucher sur des reculs. Ce sont les salariés qui feront les frais des plans de compétitivité prétendument « négociés », mais voulus par les patrons.

Ce ne sont pas des subventions supplémentaires, ni des projets industriels alternatifs qui permettront le maintien des emplois et des salaires. C'est une riposte commune des travailleurs qui stoppera l'offensive. Pour cela, il faut que les salariés de différentes entreprises se coordonnent et se mobilisent ensemble.

Ni pour, ni contre, bien au contraire !

Toujours très politique, le psychopathe de la performance made in PSA pleure de nouveau dans la presse cette fois au sujet des primes auto. Dans un « en même temps » tout macronien, il est à la fois contre les subventions aux voitures de catégorie où il estime PSA capable de faire la course en tête mais pour les subventions aux voitures électriques, secteur dans lequel PSA a tardé à s'investir et où les marges sont trop faibles à ses yeux.

Le darwinisme dont il aime tant à se réclamer s'accommode fort bien de perfusion d'argent public

Un plan de relance très orienté

Macron appelle à « se battre » contre la crise économique ! En dopant encore un peu plus le « plan de relance » ? Mais pendant qu'il théorise le « ruissellement », les subventions publiques coulaient déjà à flot vers les grandes entreprises sous forme de crédits d'impôt : entre 2013 et 2017, 100 milliards d'euros leur ont été offerts sous la forme du CICE, qui sont allés grossir les dividendes des actionnaires ! Son plan de relance aura exactement le même effet.

Université : une rentrée irresponsable

Face à la propagation du virus dans les universités, la ministre de l'enseignement supérieur Frédérique Vidal appelle à la responsabilité de chacun.

Mais quelle responsabilité est réellement engagée ? Celle des étudiants ou du ministère, quand on voit les rentrées en amphis bondés ? Quant au passage aux cours à distance, il renforce les inégalités d'études entre les étudiants, alors que les infrastructures numériques peinent encore à tenir debout !

La course au progrès... des parts de marché !

Macron se fait donc le champion de la 5G face au « modèle amish », et ne veut pas revenir à la lampe à huile. À la pointe de la modernité, le président, en dédiant sept milliards à la filière du numérique ?

Le déploiement de la 5G n'est pas décidé en fonction de son utilité, mais des intérêts des industriels se partageant le marché, alors même que l'ensemble du territoire et de la population n'est pas pourvu en matériel informatique et accès à internet, pourtant indispensable en ces temps de télétravail forcé.

L'envers des tests Covid-19

Pour les patrons des laboratoires, la multiplication des tests Covid c'est d'abord l'occasion d'engranger les profits : la Sécurité sociale paye 73,59 € chaque test, nettement plus qu'en Allemagne. Du côté des salariés, c'est surtout une surcharge de travail considérable, faute d'embauches. Des salaires réduits, et des primes Covid promises mais dont beaucoup n'en ont pas vraiment vu la couleur. La colère gronde dans le secteur : des salariés de laboratoires ont fait grève la semaine dernière, pour réclamer une augmentation de salaire et une prime.

Il y a quelque chose de pourri...

Sale concours de démagogie dans le monde politique. Le gouvernement parle de loi contre le « séparatisme », des députés (LR et LREM) ont cherché à faire le buzz en tirant prétexte de la présence d'une étudiante voilée à l'Assemblée nationale, Manuel Valls revient dans une interview au Journal du dimanche en disant que « le vrai sujet, c'est la lutte contre l'islamisme »... L'extrême droite peut se féliciter, ses thèmes, et même son vocabulaire comme « l'ensauvagement » sont mis en avant.

Pas sûr que la manœuvre prenne. Pour les travailleurs, les vrais sujets, ce sont le chômage qui explose, les moyens qui manquent toujours dans les hôpitaux tandis que le gouvernement multiplie les cadeaux aux patrons.

Les « cousins » chinois ou l'œil de Beijing

Des « cousins » de l'ethnie majoritaire Han envoyés vivre pendant des semaines dans des familles ouïghours, c'est ce que rapporte un article du Monde du 17 septembre. Mais ces « cousins » sont surtout des cadres ayant tout pouvoir pour agresser, violer et rapporter les attitudes jugées déviantes telles que la pratique de l'Islam ou l'usage du ouïghour.

Une politique de soumission imposée dans les foyers, dont les victimes peuvent à tout moment être déportées dans des camps de travail forcé et où la stérilisation est imposée. Sous couvert de lutte contre le « séparatisme », l'État constitue ainsi un réservoir de travailleurs sous-payés pour le plus grand profit d'entreprises chinoises et occidentales.

Région parisienne : les pauvres toujours plus pauvres, les riches toujours plus gavés

Une étude récente de l'Apur (l'Atelier parisien d'urbanisme) constate la hausse constante des inégalités dans la région parisienne : les 10 % des ménages les plus pauvres ont même un revenu inférieur de 18 % à la tranche équivalente du reste du pays. Le chômage, les bas salaires, les faibles retraites et les loyers confiscatoires ne laissent aucune chance à ces déshérités d'améliorer leur sort. La crise due à la Covid-19 l'aggrave encore. Des villes comme Bondy, Bobigny, Noisy-le-Sec ou Villeneuve-Saint-Georges sont frappées de plein fouet par cette pauvreté, tandis que les riches des beaux quartiers deviennent toujours plus riches. Ici comme ailleurs, la faillite du système capitaliste crève les yeux.

Rénovation chez Macron

Opération très médiatisée à l'approche des journées du patrimoine : le bureau présidentiel a été refait, pour la somme de 930 000 euros, avec 15 000 feuilles d'or. Qui a parlé de « pognon de dingue » ? Il est vrai qu'à côté des 100 milliards destinés au patronat au nom de la « relance », c'est peanuts !